

La gauche ouest-européenne et l'année 1968 en Tchécoslovaquie : les cas français et italien

- **Démocratisation Droits de l'homme Europe centrale et orientale Europe occidentale Fédération de Russie France Intégration régionale Italie Mémoires et politiques du passé Mobilisations collectives République tchèque Slovaquie Souveraineté Vie politique/systèmes politiques Les dossiers du CERI**

Marc Lazar

Date :

09/2018

Ce texte, qui n'a nulle prétention à l'exhaustivité, est délibérément circonscrit dans le temps et la thématique abordée. Dans le temps d'abord puisque je me limite à l'année 1968, soit au Printemps de Prague, à sa répression à la suite de l'invasion des troupes d'une partie du Pacte de Varsovie et au début de la normalisation, même s'il est inévitable de faire des allusions à ce qui se passe après 1968. Dans la thématique ensuite car j'analyse, pour l'essentiel, les directions des partis communistes et des partis socialistes de France et d'Italie en donnant parfois quelques rapides éclairages sur d'autres partis européens : ces deux pays abritaient, on le sait, les deux plus puissants PC occidentaux qui dominaient les partis socialistes. De ce fait, je laisse de côté d'autres formations ; par exemple, celles de l'extrême gauche à l'époque particulièrement florissantes avec, notamment, les trotskistes qui, à la différence des maoïstes, suivirent de près ce qui se passait en Tchécoslovaquie, protestèrent contre l'invasion soviétique et organisèrent des manifestations de solidarité avec les victimes de la répression. Je n'évoque pas non plus d'autres partis socialistes (le PSU en France ou le PSIUP – Parti socialiste italien d'unité prolétarienne – en Italie, par exemple) ni les intellectuels, les revues ou encore les associations culturelles de gauche, etc¹.

Ma problématique consiste à considérer que l'année 1968 en Tchécoslovaquie eut sur la gauche française et italienne un effet différencié et

déstabilisant pour des raisons qui tiennent à la fois aux stratégies politiques déployées au même moment par ces partis dans le cadre de leurs systèmes politiques et à leurs cultures partisans.

Un effet différencié en premier lieu. La gauche française, comme l'a montré Pierre Grémion, à de rares exceptions près, se soucie peu de ce qui se passe en Tchécoslovaquie en 1968 et par la suite et ce pour des raisons à la fois conjoncturelles et structurelles. En 1968, l'attention de la gauche est fortement concentrée sur les événements du mois de mai en France : par conséquent, elle a tendance à ignorer ce qui se déroule en Tchécoslovaquie. Une exception toutefois et de taille : la direction du PCF, on le verra, suit de manière active le déroulement du Printemps de Prague et la façon dont les Soviétiques l'observe. Cette explication du désintérêt envers le drame tchécoslovaque par la conjoncture a sans doute une part de vérité mais s'avère insuffisante car la désaffection de la gauche envers la Tchécoslovaquie se prolongera dans les années suivantes, révélant ainsi des phénomènes plus profonds que Pierre Grémion a remarquablement mis en lumière et que nous ne faisons que mentionner puisqu'ils ne rentrent pas en tant que tels dans notre sujet. Cet auteur a pointé les « trois changements significatifs du système culturel français de l'après-mai 1968 » qui contribuent à expliquer la relative indifférence de la gauche française envers Prague : la disqualification du projet modernisateur d'une partie de la gauche, le surgissement du gauchisme politique qui aura de forts effets culturels, une importante transformation du monde intellectuel avec le déclin de l'artiste et la montée en puissance de l'intellectuel symbolisée par la figure de Louis Althusser. En outre, la signature du programme commun entre le PCF et le PS en juin 1972 amène les deux partis à minimiser la répression qui s'abat sur la Tchécoslovaquie² : précisons cependant que si le PCF s'emploie à refouler cet épisode qui le gêne considérablement, le PS, de son côté, ne reste pas silencieux.

En Italie, la situation est sensiblement différente. La montée de la contestation estudiantine s'y affirme certes depuis le milieu des années 1960 et atteint un pic vers le printemps 1968 : elle ne débouche pas, à l'instar de la France, sur une crise sociale et politique majeure et d'une durée au fond assez courte. Au contraire, elle retombe un peu avant que ne déferle en 1969 une vague de grèves ouvrières prolongée, c'est ce que l'on appelle le fameux « automne chaud », qui constitue la grande spécificité italienne en Europe de l'Ouest. Du coup, la gauche italienne en 1968 présente sans doute une forme de réceptivité à la Tchécoslovaquie plus prononcée qu'en France. Le PCI, on y reviendra aussi, s'active à propos de la Tchécoslovaquie. En outre, le PSI après avoir été le seul parti socialiste occidental à rester allié d'un parti communiste durant la guerre froide, a rompu avec celui-ci depuis 1956 et préféré nouer une alliance conflictuelle avec la Démocratie chrétienne. Son autonomisation croissante à l'égard du PCI amène une partie de sa direction à expliciter ses points de divergence avec lui et à critiquer les pays communistes, ce qui ne manque pas de susciter des polémiques dans un

parti très divisé. De ce point de vue, bien que très minoritaires, les socialistes s'emparent du cas tchécoslovaque : ils s'évertuent, y compris dans la décennie suivante, à empêcher son relatif contournement par le PCI. Enfin, hormis *Il Manifesto*, l'extrême gauche se détourne de la Tchécoslovaquie par idéologie (l'URSS est rejetée tout comme les réformateurs tchécoslovaques) et parce qu'elle se focalise sur sa confrontation avec l'Etat.

L'événement « 1968 tchécoslovaque » suscite également un effet déstabilisateur pour les deux gauches qui nous occupent. Le Printemps de Prague est vécu par la plupart de ses composantes, dans un premier temps, entre janvier et août 1968, comme une expérience encourageante de réforme du communisme et d'expérimentation du socialisme démocratique. Dans un second temps, la répression par les Soviétiques et leurs alliés soulève brutalement, et une nouvelle fois, la question de la nature de l'URSS, du communisme et de l'internationalisme qui déstabilise profondément la gauche. Celle-ci se divise entre deux courants. D'une part, ceux qui entendent préserver les aspects positifs du communisme ou du moins occulter ses aspects les plus négatifs pour des raisons idéologiques ou de *realpolitik*, ce qui ne manque pas de creuser le fossé d'incompréhension entre la gauche occidentale et la réalité de la contestation et de la dissidence dans les pays communistes ; de l'autre, ceux, ultra-minoritaires, qui approfondissent leur critique de fond du communisme ou commencent à l'entreprendre. Nous étudierons de manière plus approfondie le comportement des partis communistes, car ils sont en quelque sorte directement concernés du fait de leurs liens avec leurs camarades soviétiques et tchécoslovaques. Nous observerons ensuite, de manière plus rapide, celui des partis socialistes. Enfin, en guise de conclusion, nous indiquerons les pistes de recherche qui restent, à notre avis, à explorer.

Les partis communistes français et italien face à la Tchécoslovaquie

Le PCF soutient le Printemps de Prague à partir du mois de mars 1968³. Waldeck Rochet suit avec attention ce mouvement de réformes dans ces limites bien précises. Sans doute cet intérêt est-il dû à la fois aux préoccupations propres de la direction – qui s'efforce de définir une nouvelle stratégie dans la France de l'époque et de modifier un peu ses positionnements théoriques sur les rapports entre socialisme et libertés – et à une proximité historique qui a existé entre le PCF et le PCT – deux puissants partis évoluant des régimes démocratiques, du moins entre 1945 et 1948 en Tchécoslovaquie, implantés dans leurs classes ouvrières, très stalinisés mais soucieux des réalités nationales et dotés pendant longtemps de dirigeants présentant nombre de traits communs⁴. Le secrétaire général du PCF souligne la dimension qu'il qualifie de socialiste du « Printemps », en condamne toute remise en cause et insiste sur l'importance du maintien de l'alliance et de l'amitié avec l'URSS. Ce jeu d'équilibriste est à usage interne afin de rassembler les différentes sensibilités du PCF. Il remplit aussi une

fonction externe : maintenir l'unité du mouvement communiste international et se placer « entre Brejnev et Dubcek » pour reprendre la formule de Jean Vigreux⁵. Durant plusieurs mois, Waldeck Rochet multiplie les contacts avec Moscou, Prague et les dirigeants du PC italien. Les menaces s'accroissent sur la République tchécoslovaque et tous les PC le savent, notamment le français et l'italien, ce qui conditionne et explique leur action. Si l'on en croit la reconstitution très précise faite par Victor Zaslavsky à partir des archives soviétiques, c'est dès les 2 et 3 juillet 1968 que le Politburo du PCUS a préparé une intervention militaire. Cet historien cite une lettre circulaire du PCUS aux PC, datée du 9 juillet, qui le laisse comprendre⁶. En effet, Waldeck Rochet dévoile au Comité central du 27 juillet la teneur d'une lettre du PCUS, qu'il date pour sa part du 11 juillet (est-ce la date de réception ?) mais qui est sans doute la même, dans laquelle le parti soviétique dit qu'à Prague « le socialisme serait dès maintenant mis en cause » et qu'il est donc « nécessaire d'infliger une défaite aux forces réactionnaires » en organisant « les forces saines du socialisme »⁷. Trois jours auparavant, le 6 juillet, une lettre publique des PC d'URSS, Bulgarie, Pologne et RDA condamnait la politique du PCT. Les 15 et 16 juillet, Waldeck Rochet est à Moscou pour rencontrer les dirigeants soviétiques et le 19 avec Dubcek à Prague. En URSS, il essaye d'empêcher l'intervention soviétique, dont il est discuté en termes à peine voilés, en prenant ses distances avec le PCT ; en Tchécoslovaquie, il manifeste sa compréhension pour ce qui s'y passe tout en rappelant à l'ordre Dubcek pour son manque de fermeté à l'égard des éléments anticommunistes⁸. Il s'efforce donc de jouer un rôle de médiateur, en liaison avec Luigi Longo, le secrétaire du PC italien. Pour ce faire, il tente d'obtenir la convocation d'une conférence des PC européens que l'URSS condamnera par le biais d'un message communiqué par l'ambassadeur soviétique à Prague alors qu'il séjournait dans cette ville puis par celui en poste à Paris et par une lettre envoyée au secrétariat du PCF et datée du 19 juillet⁹ : le PCF fait marche arrière et Waldeck Rochet envoie le 23 juillet une lettre à Leonid Brejnev dans laquelle il exprime ses regrets pour avoir pris une pareille initiative¹⁰. Le 27 juillet, Rochet explique au CC qu'il a dit à ses interlocuteurs soviétiques, douze jours plus tôt, que si la Tchécoslovaquie « basculait dans l'autre camp, ce serait une catastrophe qu'il faut empêcher » mais qu'une intervention militaire serait « une autre catastrophe, parce que cela ruinerait l'influence de l'Union soviétique et porterait un coup très grave aux PC de tous les pays »¹¹. La direction du PCF reprend espoir après la rencontre du début du mois d'août entre le PCT et les cinq partis signataires de la lettre. Mais l'intervention soviétique se réalise dans la nuit du 20 au 21 août. Le 21 août, le BP exprime pour la première fois publiquement sa « surprise et sa réprobation » qui deviendra, le lendemain, à l'issue du Comité central sa « désapprobation ». Toutefois, ce même Comité central exprime, dans une résolution rendue publique, ses intentions d'œuvrer en faveur de l'unité du Mouvement communiste international et du renforcement des « liens d'amitié fraternelle qui l'unissent depuis toujours au PCUS ». Rochet et Longo se rencontrent le même jour et tombent d'accord pour condamner l'intervention

soviétique.

Le 27 août 1968, la direction du PCF approuve l'accord entre le PCT et le PCUS qui marque le début de la « normalisation ». Parallèlement, elle demande à ce que l'ensemble du parti, par le biais des fédérations, approuve la position du CC du 22 août. En fait, au sein de la direction, s'expriment des points de vue divergents. En atteste le Comité central des 20 et 21 octobre particulièrement agité lors de l'intervention de Jeannette Thorez-Vermeersch qui annonce et explique sa décision de démissionner du CC et du BP et en appelle au respect des principes de l'internationalisme et de la solidarité avec l'URSS¹². Roger Garaudy, lui, souhaite une condamnation plus ferme et recevra un blâme en octobre 1968 puis sera expulsé en 1970. Les intellectuels sont, une nouvelle fois, en ébullition comme en attestent *Les lettres françaises* de Pierre Daix et Louis Aragon, ou, sur un autre registre, la revue *Démocratie nouvelle* qui sera suspendue car elle préparait un numéro sur Tchécoslovaquie. La revue deviendra *Politique aujourd'hui* en 1969, autour de Paul Noirod. *La Nouvelle critique* est hostile à l'intervention mais s'exprime d'une façon plus prudente. Une nouvelle vague de départs d'intellectuels est enregistrée mais comme l'ensemble du parti s'avère assez profondément divisé sur cette question, en septembre et octobre, la direction tente d'en maintenir l'unité. D'un côté, elle rappelle ses divergences avec l'URSS et dénonce les manœuvres des partis soviétique et est-allemand qui diffusent leur propagande dans ses rangs. De l'autre, elle feint de croire à la sincérité de l'accord entre le PCUS et le PCT du 27 août, dénonce l'antisoviétisme et plaide pour l'unité du mouvement communiste international. Les 4 et 5 novembre, une délégation du PCF rencontre celle du PCUS : après avoir marqué sa divergence sérieuse, le PCF célèbre l'amitié avec URSS, fait le silence sur ce qui se passe à Prague mais refuse toute reconstitution d'un centre international et la création d'une Agence internationale de presse et d'information des PC et ouvriers. Rapidement, le PCF enterrera la Tchécoslovaquie, renouera de bons rapports avec les nouveaux dirigeants du PC tchécoslovaque et approuvera la normalisation même s'il en désapprouvera certains de ses aspects.

A l'évidence, la direction du parti italien apporte un soutien plus rapide, plus ferme et plus déterminé au Printemps de Prague. Elle a tenté également d'empêcher l'intervention en se coordonnant avec le PCF et en s'efforçant de ne pas prêter le flanc à la critique soviétique. Sa condamnation de l'invasion et de la doctrine de la souveraineté limitée est plus nette. Le 21 août, le PCI parle de « grave dissentiment » puis, dans les jours qui suivent, de « réprobation ». Mais il approuve plutôt, lui aussi, l'accord du 27 août. Enrico Berlinguer explique, le 18 septembre 1968, juste après l'invasion, devant la direction de son parti, ainsi qu'en atteste un procès-verbal, qu'il s'agit « d'une phase nouvelle » et il évoque même la possibilité « d'une lutte politique avec les camarades soviétiques ». Pourtant, là encore, il n'ira pas plus loin, notamment parce que la direction du parti est divisée sur ce sujet.

Significativement, lors de cette même réunion de la direction, le 18 septembre, Longo déclare : « Pour les travailleurs, la Tchécoslovaquie n'est pas tout », ce qui indique que, selon lui, les priorités sont italiennes. Quoi qu'il en soit, en aucun cas, l'année 1968 marque une rupture réelle avec URSS qu'aucun responsable n'envisageait. Lors d'une rencontre avec le PCUS, le 11 novembre 1968, Enrico Berlinguer respecte certes le mandat de son parti – il ne désavoue pas la condamnation de l'invasion de la Tchécoslovaquie –, mais il recherche également une entente avec l'URSS. Le PCI entend défendre, selon sa formule, l'unité du mouvement communiste mondial dans la diversité. Comme le PCF, le PCI participera à la conférence des partis communistes de juin 1969 à Moscou. Néanmoins, à la différence du parti français totalement aligné sur le parti soviétique, le PCI fait entendre une autre voix, y compris à propos de la Tchécoslovaquie, et il ne signera pas l'intégralité du document adopté à la fin de la rencontre. Il considère que sa seule présence peut encourager les forces réformatrices au sein de certains de ces partis au pouvoir.

Cette stratégie repose en fait sur une double illusion. Le PCI surestime sa propre influence et croit encore en la possibilité de réformer de l'intérieur les régimes communistes alors que précisément le 21 août 1968 en a démontré, une nouvelle fois, l'impossibilité. Dans cette logique, le PCI accepte *de facto* la normalisation : il exprime de temps à autre sa désapprobation, voire formule des critiques des formes qu'elle prend, tout en ne cessant d'affirmer qu'il se bat pour l'unité du communisme international dans la diversité et qu'il reste fidèle à l'URSS. Il se montre très embarrassé par les dissidents, ainsi que l'illustre le cas du communiste tchèque Jiri Pelikan. Ancien directeur de la télévision à Prague, réfugié en Italie, il tente d'établir des contacts avec le PCI et se heurte à un mur. Comme l'a écrit bien plus tard l'ancien Président de la République italienne (2006-2015) Giorgio Napolitano, alors dirigeant « réformateur » du PCI : « [...] nous sommes restés prudents trop prudents – envers les personnes et les groupes qui s'affichaient comme ouvertement dissidents¹³ ». Le PCI essaye aussi de contenir les divisions internes qui s'expriment à tous les niveaux. Dans sa direction, il y en a qui approuvaient le Printemps de Prague mais s' alarmaient de certains aspects (ainsi, le jeune Achille Occhetto, futur dirigeant du PCI qui en 1989-1991 poussera son parti à abandonner la référence au communisme, estimait qu'il y avait des « contre-révolutionnaires » dans la direction du PCT), d'autres qui critiquent l'URSS, sa politique étrangère et sa conception du socialisme tout en la soutenant avec fermeté, certains, très minoritaires, qui désirent aller plus loin encore dans la critique, enfin des inconditionnels de l'URSS. L'ensemble du corps du parti est profondément déchiré et soumis, lui aussi, à de fortes pressions venues de l'URSS et de certains pays de l'Est¹⁴. Le malaise frappe aussi les intellectuels et pousse, avec d'autres facteurs, Angelo Maria Ripellino à écrire son inoubliable *Praga magica* qui paraîtra en 1973 chez Einaudi¹⁵.

Cependant, sur le plan théorique, le PCI en profite pour approfondir un peu sa

réflexion sur le socialisme et les libertés et se livre à une critique voilée de l'URSS et des raisons de fond pour lesquelles elle était intervenue. Une réflexion cependant annihilée par sa solidarité de fond avec l'URSS et, au final, son approbation de la normalisation menée en Tchécoslovaquie. Cela ne satisfait pas l'ensemble du PCI puisque, là encore à la différence de la France, une opposition importante s'exprime autour de la revue *Il Manifesto* fondée par trois membres du Comité central, Aldo Natoli, Luigi Pintor et Rossana Rossanda, et par Lucio Magri. *Il Manifesto* exprime ses désaccords avec la direction sur de très nombreuses questions dont la Tchécoslovaquie. En septembre 1969, un article intitulé *Un an après : Prague est seule* dénonce « les formules – non par hasard – [...] de plus en plus vides et stéréotypées » auxquelles recourt le PCI à propos de l'intervention soviétique et en appelle à changer totalement d'attitude envers « les groupes dirigeants de l'URSS et des démocraties populaires », non plus « miser sur leurs capacités en matière d'autocorrection » mais « miser [...] sur leur défaite et sur leur remplacement par un nouveau regroupement de forces sociales, dirigées par la classe ouvrière »¹⁶. Le groupe d'*Il Manifesto* sera radié du PCI à la fin de cette même année.

Le PCF et le PCI ont soutenu plus (le PCI) ou moins (le PCF) le Printemps de Prague et condamné l'invasion, de manière plus ferme au PC italien que du côté français. Mais les deux partis communistes sont restés fidèles à l'URSS (le PCF s'alignant sur elle alors que le PCI s'évertuait à faire reconnaître la « diversité »), ont approuvé la normalisation (au PCF) ou ont fermé les yeux sur sa réalité (le PCI), ont ignoré les dissidents, pour le PCI, ou les ont même combattus (au PCF). Le PCF comme le PCI ont subi une pression énorme des pays de l'Est (la RDA, dans le cas français, la RDA et la Pologne dans le cas du PCI) et de l'URSS. Ces pressions sont politiques avec un soutien accordé aux prosoviétiques dans ces partis, des critiques redoublées à l'encontre des directions du PCF et du PCI (le PCUS leur envoie une lettre dure le 2 septembre, une autre au ton un peu plus modéré dix jours plus tard, une autre encore le 28 octobre¹⁷) et des menaces de scissions, ce qui fait très peur aux directions du PCF et du PCI qui ont la hantise que leurs partis ne les suivent pas comme en attestent leurs archives mais également nombre de témoignages de dirigeants communistes français et italiens. En outre, il apparaît que les Soviétiques disposent d'une grande quantité d'informations sur les partis français et italiens et leurs directions et qu'ils les utilisent à bon escient. Les pressions sont également financières car le PCUS sanctionne : Victor Zaslavsky montre que le PCI recevait avant 1968 7 millions de dollars par an et qu'il n'en reçoit plus que 3,7 en 1969, somme qui remontera à 6,2 en 1972¹⁸. Les Soviétiques menacent de rompre également les relations commerciales avec les sociétés liées aux PC occidentaux. Enfin, les pressions sont psychologiques et ont contribué à la détérioration de l'état de santé de Luigi Longo et Waldeck Rochet comme en témoignent, entre autres, Giorgio Napolitano, qui explique que, pour le premier, exprimer « une dissension » avec les Soviétiques ou « une condamnation » représentait un

traumatisme, et Pierre Juquin qui rencontre un Rochet effondré, anéanti, terrorisé¹⁹. Les pressions paieront puisque, globalement, les deux PC s'alignent, il est vrai, selon des modalités assez, voire très différentes. D'ailleurs, en 1969, l'URSS se félicite que sa position soit mieux comprise²⁰.

Comment expliquer le recul du PCF et du PCI après la manifestation publique de leur désaccord aux lendemains du 21 août ? En fonction des objectifs stratégiques du PCF qui veut agir au sein du mouvement communiste international pour s'y tailler une grande place afin de développer sa politique « nationale » et du PCI qui insiste plus que jamais sur le polycentrisme à l'intérieur de du mouvement communiste explique Maud Bracke dans sa thèse publiée désormais sous le titre *Which Socialism, Whose Detente ? West European Communism and Czechoslovak Crisis 1968*. J'aurais tendance aussi à mettre en exergue la culture politique des groupes dirigeants communistes français et italiens qui présente, certes, des traits spécifiques mais aussi des points communs. Parmi ceux-ci, la solidité des « liens de fer » avec l'URSS, selon la formule du communiste italien Pietro Ingrao, que l'on ne peut pas rompre facilement ; une vision manichéenne du monde partagé entre le « eux » et le « nous » au terme de laquelle toute critique du grand frère soviétique risque d'être assimilée à un acte de trahison et de ralliement à l'ennemi ; l'hostilité absolue au capitalisme et à « l'impérialisme » qui suppose d'être toujours aux côtés de l'URSS, la puissance antagoniste par excellence pour les PC ; une conception unanimiste de la politique et de l'organisation qui étouffe toute voix dissonante à l'intérieur du parti et cherche en permanence à rassembler les militants. Les instruments cognitifs et l'audace manquaient dans les deux partis même au PCI qui, durant l'eurocommunisme et les crises à répétition des pays de l'Est, portera de vrais coups de butoir contre Moscou sans jamais vouloir ni oser rompre avec lui totalement. Il faudra encore plus de vingt ans, la chute du Mur de Berlin suivie de celle de l'URSS, pour que le parti italien, qui avait pourtant poussé le plus loin que son homologue français l'autonomie à l'égard de l'URSS parce que sa direction disposait de davantage d'outils conceptuels et intellectuels, s'en émancipe et se lance vers d'autres horizons. Quant au PCF, il a anéanti presque systématiquement les voix qui, en son sein, réclamaient de véritables changements et choisi de mourir debout et fidèle au fond à Moscou en dépit des critiques qu'il a pu lui adresser durant l'eurocommunisme.

Les partis socialistes français et italien face à la Tchécoslovaquie

En France, le 23 août 1968, le Comité directeur de la SFIO condamne très fermement et durement « la criminelle agression de l'URSS contre le peuple tchécoslovaque » et une occupation qui « démontre le caractère impérialiste et colonialiste que l'Union soviétique imposé à ses alliés ». Mais Guy Mollet en personne se félicite de la prise de position du PCF après l'invasion que ce soit celle du 21 ou du 22 août, ce qui suscitera des discussions serrées au sein du Comité directeur. Néanmoins, quelques jours plus tard, l'approbation

par le PCF de l'accord entre le PCUS et le PCT alors qu'il est évident que celui-ci a été imposé par le premier au second puis les images du retour douloureux de Dubcek à Prague mettent le secrétaire de la SFIO dans une situation inconfortable. Lors du Comité directeur du 4 septembre, il est critiqué par ses camarades pour avoir donné acte au PCF de la condamnation à chaud de l'invasion soviétique. Il se défend mais durcit sa position. Le Comité directeur déplore le changement de position du PCF, « recul regrettable par rapport à la rédaction primitive » et déclare que « l'avenir de l'union de la gauche est compromis ». La SFIO se retire de l'association France-URSS le 23 octobre et suspend les discussions avec le PCF. En 1969, le nouveau Parti socialiste d'Alain Savary condamne ce qui se passe en Tchécoslovaquie mais, par la suite, la stratégie de l'Union de la gauche amène le nouveau PS à mettre une sourdine sur la Tchécoslovaquie car la priorité est l'alliance avec le PCF. Néanmoins, le PS critique la normalisation et organise un colloque international en novembre 1972 à Paris sur le thème « Tchécoslovaquie, socialisme et démocratie ». Plusieurs dirigeants seront actifs dans la solidarité avec les dissidents tchécoslovaques, notamment Gilles Martinet et Robert Pontillon. Quant à François Mitterrand, il n'engage pas de polémique publique avec le PCF à propos du drame tchécoslovaque auquel, à titre personnel, il se montre relativement sensible²¹. Au total, le Parti socialiste fait preuve d'une prudence certaine afin de ne pas rompre l'alliance avec le PCF.

Telle n'est pas le cas du Parti socialiste italien qui a soutenu le Printemps de Prague et a fermement condamné l'invasion, même si de profondes divergences se sont exprimées dans sa direction sur ce sujet comme sur tant d'autres. Surtout, il continuera de dénoncer la répression et d'affirmer sa solidarité et son soutien total à l'action des opposants et, en particulier à celle que mène Jiri Pelikan depuis l'Italie. Hormis une parenthèse de 1972 à 1976, lorsque Francesco De Martino, secrétaire du PSI se rapproche quelque peu du PCI, la Tchécoslovaquie et, plus largement, la dissidence deviendront des thèmes fondamentaux de mobilisation de cette formation qui lui permettent de bien se différencier du PCI, voire de l'attaquer. Ainsi, le socialiste Carlo Ripa di Meana, président de la Biennale de Venise, consacrera l'édition de 1977 à la dissidence en dépit des pressions soviétiques relayées par le PCI et une partie de la Démocratie chrétienne pour en empêcher le déroulement²².

Si le PSI, à l'image de son dirigeant historique Pietro Nenni écrit aux lendemains de l'invasion d'août 1968 que « nous sommes tous Tchécoslovaques » et exige le retrait des troupes soviétiques, il est dans le même temps très soucieux de ne pas compromettre la détente internationale²³. Telle est également la préoccupation de nombre de partis socialistes et sociaux-démocrates ouest-européens, très discrets de ce fait sur la Tchécoslovaquie. Pour la plupart d'entre eux, l'invasion de la Tchécoslovaquie confirme la justesse de leur choix atlantique tandis que, selon eux, l'épisode du Printemps de Prague démontre, une fois encore, que le communisme n'est pas réformable. Mais ils se retrouvent face à un

dilemme assez classique depuis le déclenchement de la guerre froide. Il leur paraît certes nécessaire de critiquer l'URSS mais il est tout aussi impératif de vivre avec elle car il n'existe pas de possibilité de l'affronter sauf à déclencher un conflit armé. De ce point de vue, pour nombre de partis socialistes et sociaux-démocrates comme d'ailleurs pour la diplomatie occidentale, la Tchécoslovaquie en 1968 est un non-événement sur lequel il ne se sert à rien de s'appesantir. Il existe cependant un cas particulier qui est celui du SPD.

Le grand parti ouest-allemand accorde la plus grande attention au Printemps de Prague parce qu'il prône, depuis le milieu des années 1960, une politique de détente avec l'Est qui repose sur le postulat qu'une réforme positive de l'économie et de la politique des régimes communistes est possible et souhaitable ; davantage, l'ouverture diplomatique est supposée encourager et favoriser cette évolution des démocraties populaires. Ainsi, Richard Lowenthal, le spécialiste social-démocrate des pays communistes, écrit-il en 1970, à la demande de son parti, une étude sur les réformes engagées par Dubcek dans laquelle il estime qu'à l'avenir ce type de politiques permettrait à un pays socialiste de connaître un développement favorable en dépit de la propriété d'Etat²⁴. Cependant, à l'été 1968, l'invasion a ouvert une période de forte tension dans la grande coalition entre le SPD et CDU-CSU. Le SPD, et, notamment, Willy Brandt, le ministre des Affaires étrangères, ne renoncent pas à leur politique de détente. Toutefois, après le 21 août, Brandt infléchit certains aspects de son *Ostpolitik*. En particulier, il estime que, dorénavant, celle-ci ne peut plus se fonder sur les seules relations avec les pays de l'Est : elle suppose de négocier directement avec Moscou²⁵.

Les socialistes français et italiens empruntent donc des voies divergentes après 1968. En France, surtout à partir de 1971, avec le nouveau PS de François Mitterrand, la priorité est stratégique : il faut réaliser l'union de la gauche ; de ce fait, il refuse de critiquer sur le fond le communisme. Au passage, cela suppose de ne pas trop insister sur la Tchécoslovaquie. Il s'agit d'un réel – et durable – changement d'orientation par rapport à la politique de la SFIO qui insistait sur la nécessité de la confrontation idéologique avec le PCF, préalable à tout accord stratégique. En Italie, le PS cherche à résister à la domination du PCI et tente de faire entendre une autre orientation. Il ne cesse donc de critiquer les pays de l'Est et organise la solidarité avec la dissidence, par exemple, en soutenant matériellement ses activités et ses publications. La Tchécoslovaquie acquiert une grande importance parce qu'en en parlant, le PSI peut escompter faire apparaître au grand jour les contradictions du PCI qui se dit démocratique mais reste très discret sur la répression qui s'abat sur ce pays d'Europe centrale. Ainsi, le PSI commence à transformer sa culture politique en accordant une importance croissante à l'anticommunisme, auquel, au même moment, renonce le parti français qui en avait fait un élément de son identité et de ses pratiques durant la guerre froide. Cet anticommunisme en gestation va ensuite se déployer et aura des effets sur le long terme jusqu'à nos jours puisqu'il explique, en partie,

pourquoi tant de socialistes italiens se sont ralliés à Silvio Berlusconi lorsque celui-ci est entré en politique en 1994. Il faut ajouter un facteur personnel qui s'avère décisif. Parmi les socialistes particulièrement sensibilisés à la Tchécoslovaquie, on trouve Bettino Craxi, un dirigeant du courant dit « autonomiste » (par rapport au PCI), qui monte dans le parti et qui accèdera au plus haut poste de secrétaire à l'été 1976. Or Craxi est profondément lié à ce pays. Au milieu des années 1950, en tant que responsable des étudiants socialistes, il a séjourné à l'Est et notamment à Prague où il s'est lié d'amitié avec ... Jiri Pelikan en dépit de leurs divergences politiques. C'est à Prague qu'ont germé ses premiers doutes sur la réalité du socialisme alors qu'il militait dans un parti allié au PCI et très proche idéologiquement et politiquement de celui-ci. Bettino Craxi affichera donc toujours une forte sensibilité envers les pays de l'Est en général et envers la Tchécoslovaquie en particulier²⁶.

Trois pistes de recherche

Je voudrais indiquer trois thèmes de recherche qui me semblent encore à travailler, sachant que cela suppose d'avoir accès à d'autres fonds d'archives. Il reste, en effet à analyser de manière comparée l'ensemble de la gauche ouest-européenne face à l'ensemble des crises des pays communistes : celles de 1953 à Berlin-Est, de 1956 en Pologne et en Hongrie, de 1968 en Tchécoslovaquie, des années 1970-1980 en Pologne, des années Gorbatchev en Russie. Il s'agirait ainsi de repérer les invariants et les différences, les continuités et les changements des analyses produites par les partis de gauche, mais aussi d'examiner comment les partis s'informent, quels sont leurs relais, leurs méthodes de travail, leurs façons d'appréhender ces réalités. L'étude devrait s'élargir à l'ensemble de la mouvance de gauche, donc aux syndicats, aux cercles de réflexion, aux clubs, aux associations, aux revues et aux intellectuels. Ce faisant, une pareille étude permettrait de mieux mettre en lumière les stratégies et des cultures partisans, mais aussi l'état de la réflexion à gauche sur des questions essentielles comme le communisme, le socialisme, la démocratie, les libertés et les relations entre Ouest et Est.

Par ailleurs, jusqu'à aujourd'hui, nous nous intéressons, comme je l'ai fait ici, aux directions des partis, aux dirigeants eux-mêmes ou encore aux intellectuels, bref à ceux qui ont le pouvoir ou du pouvoir et une visibilité puisqu'ils écrivent ou interviennent dans le débat public. Il me semble nécessaire de changer de jeu d'échelle et d'essayer de saisir l'opinion de gauche à l'Ouest face à la Tchécoslovaquie. A lire les archives des PC français et italien, les dirigeants se montrent très inquiets quant aux réactions de condamnation de l'intervention soviétique car une partie plus ou moins importante des adhérents ne la partagerait pas. Qu'est-ce qu'il en est exactement ? Comment réagissent effectivement les inscrits des partis de gauche, les sympathisants, les ouvriers, les paysans, les « gens » ? Qu'en est-il plus largement chez les électeurs de gauche ? Quel a été l'impact chez

eux de l'intervention soviétique ? D'autant que ce que l'on a, en l'état actuel, comme information, par exemple du côté des PC, semble un peu contradictoire. Ainsi, au PCF (mais cela se retrouve aussi au PCI), Waldeck Rochet redoute (tout comme les dirigeants du PCI) qu'une trop forte condamnation de l'URSS soit incomprise et même repoussée par une large fraction des communistes de base ; dans le même temps, Rochet et même Jeannette Vermeersch, lors de son intervention au Comité central d'octobre 1968, expliquent que cette intervention nuit à l'image de l'URSS, aux PC et au communisme en général. Cela signifie-t-il qu'ils différencient les communistes, encore dans le moule culturel de la fidélité absolue à l'URSS qui s'est forgé durant près de trois décennies, du reste du peuple de gauche qui évolue vite ? Ont-ils l'intuition que dans la France ou l'Italie voire dans l'Europe des années 1960 quelque chose est effectivement en train de basculer quant au socialisme, au communisme, à l'URSS ? Qu'en particulier, les opinions aspirent à concilier le socialisme, la démocratie et les libertés et refusent les solutions autoritaires et militaires ? Tout cela reste à mettre sur l'établi.

Enfin, demeure inexploré le domaine de la mémoire de la Tchécoslovaquie et de l'année 1968 dans les gauches françaises et italiennes. On a vu que la gauche française est plutôt obsédée par ce qui se passe en France, sauf la direction du PCF, ce qui n'est pas exactement le cas de la gauche italienne. Même quand elles s'intéressent au Printemps de Prague, à chaud ou par la suite, les gauches, qu'elles soient politiques ou culturelles (c'est à dire des partis ou celles formées par les intellectuels et leurs revues), à l'exception du PSI et de sa revue *Mondoperaio*, tendent à appréhender les événements tchécoslovaques à partir des catégories de l'Ouest ; elles ont le plus grand mal à prendre en compte les spécificités de l'Est, les réalités du communisme, les souffrances qu'il provoque et à donner une caractérisation du régime soviétique. Pareille cécité demeure à élucider dans le sillage du grand livre de François Furet *Le passé d'une illusion*, car elle a des conséquences jusqu'à nos jours en termes d'incompréhensions entre l'Ouest et l'Est y compris à gauche²⁷. Une incompréhension qui ne se cantonne pas à la pure politique mais intéresse l'ensemble du dispositif culturel. Il serait intéressant, par exemple, d'étudier, la façon dont les manuels d'histoire du secondaire et du supérieur présentent la Tchécoslovaquie de 1968, l'invasion puis la normalisation. L'étude risque de réserver des surprises. Comme il est pour le moins étonnant de constater que le volume dédié au XX^e siècle de l'intéressante *Histoire des gauches en France* de Jean-Jacques Becker et Gilles Candar n'évoque quasiment pas la Tchécoslovaquie de 1968, à part deux allusions : il est vrai que les auteurs n'ont pas cru bon de consacrer un chapitre directement consacré aux rapports de la gauche française à l'URSS alors que cette question l'a littéralement plombée tout au long au XX^e siècle²⁸.

De sorte que, pour conclure, la Tchécoslovaquie reste pour la gauche

française et italienne, voire ouest-européenne en général, comme pour l'ensemble des opinions des pays ouest-européens, une sorte de conscience malheureuse qui est déclinée sur le thème de la déploration, avec ses épisodes tragiques de 1938, de 1948 et de 1968 mais qui n'est pas analysée en tant que telle. Une conscience malheureuse plus marquée sans doute en Italie comme en France. Chez nous, cette année encore, la gauche a fêté mai 68 et voulu défendre son esprit contre les attaques de la droite et du Président Nicolas Sarkozy. Mais hormis notre colloque, il n'y a quasiment rien eu sur la Tchécoslovaquie. La situation est différente en Italie où le quarantième anniversaire du Printemps de Prague et de l'invasion de la Tchécoslovaquie a été évoqué dans les médias et a fourni l'occasion à des représentants de la gauche de revenir sur ce passé : les socialistes fidèles à Craxi pour souligner le rôle de leur dirigeant, le reste des composantes de gauche, ex-communistes et ex-gauchistes, pour livrer des autocritiques. En attestent, entre autres, trois exemples récents. En octobre 2008 a été organisé un colloque à la Chambre des députés sur « le socialisme à visage humain et sur l'invasion soviétique » auquel ont participé des chercheurs et des hommes politiques de tous bords. Le Président de la République de l'époque Giorgio Napolitano évoqua le souvenir de Dubcek devant son fils. Fausto Bertinotti, ancien président de la Chambre des députés et longtemps dirigeant de Refondation communiste déclara pour sa part : « Prague fut laissée seule non seulement par le PCI qui ne sut pas rompre drastiquement avec l'URSS mais aussi par les soixante-huitards qui alors avait le regard trop détourné de l'Est²⁹ ». En janvier 2009, le quotidien *La Repubblica* a consacré plusieurs articles de commémoration du suicide de Jan Palach en janvier 1969³⁰. Au même moment, un groupe d'anciens dirigeants du Mouvement étudiant de Milan de l'année 1969, devenus ensuite des militants d'extrême gauche, ont décidé d'entreprendre un voyage à Prague pour rendre hommage à Jan Palach. Ils ont aussi créé un [site internet](#). L'une des personnalités à l'origine de ces initiatives explique : « Il est indispensable de se souvenir de Palach comme un combattant pour la liberté, surtout parce que dans ces années-là, nous avons laissé la droite s'emparer de son sacrifice³¹ ». Cet activisme contraste avec le silence assourdissant de la gauche française quarante ans après 1968. Il n'en reste pas moins que, pour les chercheurs, il est impératif de transformer le rapport entre l'Ouest européen et la Tchécoslovaquie en un objet d'étude critique.

^{1.}

Dans le cas français, l'étude de Pierre Grémion, *Paris/Prague. La gauche face au renouveau et à la régression tchécoslovaques 1968-1978*, Paris, Commentaire-Julliard, 1985, fait autorité. Voir aussi Peter Deli, *De Budapest à Prague. Les sursauts de la gauche française*, Paris, Editions Anthropos, 1981, qui contient néanmoins de nombreuses approximations et erreurs.

^{2.}

Pierre Grémion, *op. cit.*, p. 166 et *alii*.

^{3.}

Je ne fais ici qu'indiquer de manière très synthétique le déroulement des faits. Je renvoie pour une étude plus détaillée à ce que j'ai déjà écrit dans *Maisons rouges. Les Partis communistes français et italien de la Libération à nos jours*, Paris, Aubier, 1992, pp.

144-146 et, après consultation des archives du secrétariat, du Bureau politique et du Comité central du PCF, dans Stéphane Courtois et Marc Lazar, *Histoire du Parti communiste français*, Paris, PUF, 2000, pp. 353-358. Voir également, Maud Bracke, *Which Socialism, Whose Detente? West European Communism and the Czechoslovak Crisis 1968*, Budapest-New-York, CEU Press, 2007 ; Valentine Lomellini, *L'appuntamento mancato. Le relazioni tra la Sinistra occidentale e l'opposizione all'interno del blocco sovietico 1968-1981*, PhD programm in Political Systems and Institutional Changes, IMT-Institute for Advanced Studies, Lucques, 2008-2009, 2 vol. ; Gérard Streiff, *Jean Kanapa 1921-1978. Une singulière histoire du PCF*, Paris, L'Harmattan, 2001, 2 vol. ; Jean Vigreux, *Waldeck Rochet. Une biographie politique*, Paris, La Dispute, 2000, pp. 271-286 (nous partageons l'avis de Maud Bracke qui explique que l'auteur tend à souligner à l'excès le jugement positif de Rochet sur le Printemps de Prague et à sous-estimer les critiques qu'il formule à l'encontre de Dubcek). Pour les intellectuels, voir Frédérique Matonti, *Intellectuels communistes. Essai sur l'obéissance politique. La Nouvelle Critique (1967-1980)*, Paris, La Découverte, 2005, pp. 303-325.

4.

C'est François Fejtö, le premier, qui avait insisté sur cette proximité dans *The French Communist Party and The Crisis of International Communism*, Cambridge, Mass., MIT-Press, 1967. Maud Bracke, *Which Socialism, Whose Detente? West European Communism and the Czechoslovak Crisis 1968*, *op. cit.*, souligne elle aussi la proximité du PCF et du PCT qui ne se retrouve pas au PCI.

5.

Jean Vigreux, *Waldeck Rochet. Une biographie politique, op. cit.*, p. 271.

6.

Victor Zaslavsky, « La primavera di Praga : resistenza e resa dei comunisti italiani », *Ventesimo secolo*, n°16, juin 2008, pp. 123-194.

7.

Archives du PCF, Comité central du PCF, 27 juillet 1968

8.

Archives du PCF, Comité central du PCF, 27 juillet 1968

9.

Archives du PCF, Comité central du PCF, 27 juillet 1968 et Victor Zaslavsky, « La primavera di Praga : resistenza e resa dei comunisti italiani », *ibid*, p. 127.

10.

Archives du PCF, Fonds Gaston Plissonnier, Archives Secrétariat Tchecoslovaquie, Lettre de Waldeck Rochet à Leonid Brejnev, 23 juillet 1968.

11.

Archives du PCF, Comité central du PCF, 27 juillet 1968.

12.

Archives du PCF, Comité central du PCF, 20 et 21 octobre 1968.

13.

Giorgio Napolitano, *Dal PCI al socialismo europeo. Un'autobiografia politica*, Bari-Rome, Laterza, 2005, p. 112. Voir Francesco Caccano, Jiri Pelikán. *Un lungo viaggio nell'arcipelago socialista*, Venice, Marsilio, 2007 et Valentine Lomellini, *L'appuntamento mancato, op. cit.*, pp. 164-173.

14.

Pour tout ce passage, voir Francesco Barbagallo, *Enrico Berlinguer*, Carocci, 2006, pp. 93-104; Maud Bracke, *Which Socialism, Whose Detente ?*, *op. cit.*; Bruno Groppo, Gianni Riccamboni, « Le PC italien face aux crises du « socialisme réel », *Communisme*, 1983, p. 71-73 ; Alexander Höbel, «Il PCI, il 68' cecoslovaco e il rapporto col PCUS», *Studi storici*, n°4, 2001, pp. 1145-1172; du même auteur, «Il contrasto tra PCI e PCUS sull'intervento in Cecoslovachia. Nuove acquisizioni», *Studi storici*, n°2, 2007, p. 523-550; Marc Lazar, *Maisons rouges, op. cit.* ; Silvio Pons, « L'URSS e il PCI nel sistema internazionale della guerra fredda » in Roberto Gualtieri (sous la direction de), *Il PCI nell'Italia repubblicana 1943-1991*, p.31-33, Rome, Carocci, 2001, pp. 3-46; Silvio Pons, *Berlinguer e la fine del comunismo*, Turin, Einaudi, 2006.

15.

Angelo Maria Ripellino, *Praga magica*, Paris, Plon-Terre Humaine, 1993.

16.

« Un an après : Prague est seule », *Il Manifesto. Analyses et thèses de la nouvelle extrême gauche italienne présentées par Rossana Rossanda*, Paris, Seuil, 1971, p. 49.

17.

Victor Zaslavsky, « La primavera di Praga : resistenza e resa dei comunisti italiani », *art. cité*, pp. 130-131.

18.

Ibid, p. 135.

19.

Giorgio Napolitano, *Dal PCI al socialismo europeo. Un'autobiografia politica*, *op. cit.*, p. 88 et Pierre Juquin, *De battre mon cœur n'a jamais cessé*, Paris, l'Archipel, 2006, p. 300-310. Pour Rochet, voir aussi Charles Fiterman, *Profession de foi. Pour l'honneur de la politique*, Paris, Seuil, 2005, pp. 90-91.

20.

Victor Zaslavsky, « La primavera di Praga : resistenza e resa dei comunisti italiani », *art. cité*, p. 137.

21.

Ce passage repose sur les lectures de Pierre Grémion, Paris-Prague, *op.cit.* pp. 78-79 ; François Lafon, *Guy Mollet : itinéraire d'un socialiste controversé (1905-1975)*, Paris, Fayard, 2006, pp. 772-774 ; Denis Lefebvre, *Guy Mollet. Le mal aimé*, Paris, Plon, 1992 pp. 460-462 et du mémoire d'habilitation à diriger des recherches de Laurent Jalabert, « La reconstruction de la gauche socialiste en France des lendemains de mai 1968 au congrès de Pau du Parti socialiste de janvier 1975 », IEP de Paris, novembre 2008, p. 81 et 175. D'après les informations que m'a données Antoine Marès, les archives tchécoslovaques montrent que François Mitterrand est même devenu une « bête noire » de Prague, peut-être à la mesure des espoirs déçus qui avaient été placés en lui comme alternative au gaullisme en 1967.

22.

Voir son témoignage dans Carlo Ripa di Meana, Gabriella Mecucci, *L'ordine di Mosca. Fermate la Biennale del dissenso*, Rome, Liberal Edizioni, 2007. Pour une excellente analyse des relations du PSI avec l'Est européen, lire Andrea Spiri e Victor Zaslavsky, « I socialisti italiani e il Dissenso nell'Est europeo », in Andrea Spiri (sous la direction de), *Bettino Craxi, il socialismo europeo e il sistema internazionale*, Venise, Marsilio, 2006, pp. 155-181. Voir aussi Valentine Lomellini, *L'appuntamento mancato*, *op. cit.* Je signale que les archives du PCI à l'Institut Gramsci de Rome contiennent de nombreux documents sur « l'affaire » de la Biennale de Venise en 1977.

23.

Cité par Valentine Lomellini, *L'appuntamento mancato*, *op. cit.*, p. 40. Il s'agit de notes prises par Pietro Nenni lors de la réunion de l'Internationale socialiste à Copenhague les 21 et 22 août 1968.

24.

Cf. Richard Lowenthal, « Communism. Clear position of German Social Democracy », *Socialist International Information*, n°12, 1970, p. 171-173 cité par Donald Sassoon, *One Hundred Years of Socialism. The West European Left in the Twentieth Century*, Londres, Fontana Press, 1997, p. 350.

25.

Voir Jacques-Pierre Goujeon, *La social-démocratie allemande 1830-1996. De la révolution au réformisme*, Paris, Aubier, 1996, pp. 336-338 et Heinrich Potthoff, Suzanne Miller, *The Social Democratic Party of Germany 1848-2005*, Bonn, Dietz Verlag, 2006, pp. 215-219.

26.

Voir notamment Gilles Martinet, *Les Italiens*, Paris, Grasset, 1990, p. 42 ; Luigi Musella, Craxi, Rome, Salerno Editrice, 2007, p. 18 ; Carlo Ripa di Meana, Gabriella Mecucci, *L'ordine di Mosca. Fermate la Biennale del dissenso*, *op. cit.* p. 162 et Carlo Ripa di Meana, « Bettino Craxi e il dissenso. Una lunga e grande storia » in Andrea Spiri (sous la

direction de), *Bettino Craxi, il socialismo europeo e il sistema internazionale*, op.cit., pp. 191-218.

27.

François Furet, *Le passé d'une illusion. Essai sur l'idée communiste au XX^e siècle*, Paris, Robert Laffont-Calmann-Lévy, 1995.

28.

Jean-Jacques Becker, Gilles Candar (sous la direction de), *Histoire des gauches en France. Volume 2. XX^e siècle : à l'épreuve de l'histoire*, Paris, La Découverte-poche, 2005. Il est fait allusion à la Tchécoslovaquie dans le texte de Robert Frank, « La gauche et l'Europe », p. 464 et dans celui de Daniel Lindenberg, « Le marxisme au XX^e siècle », p. 633. Il y a certes le texte de François Hourmant, « De Lénine à Marcos : modèles étrangers pour la gauche », pp. 475-486 mais qui consiste en une étude – excellente au demeurant – des imaginaires des modèles communistes.

29.

« Bertinotti fa autocritica: non capimmo il dramma di Praga », *La Repubblica*, 23 octobre 2008.

30.

Cf. Andrea Tarquini, « Praga, Jan Palach e il suo gesto quarant'anni dopo », *La Repubblica*, 11 janvier 2009 et du même auteur « Io, Palach, la torcia numero uno », *La Repubblica*, 16 janvier 2009.

31.

Fabrizio Ravelli, « Sbagliammo su Palach, omaggio 40 anni dopo », *La Repubblica*, 10 janvier 2009.